

une société de débats pour échanger des politesses et des formalités.

**M. Woolliams:** C'est exact.

**M. Nystrom:** En l'occurrence, nous devons alors apporter des changements pour donner un sens à cette institution aux yeux des Canadiens, ceux qui comptent.

**M. Woolliams:** Bravo!

**M. Nystrom:** Ce ne sont pas seulement les députés de la Chambre, les membres de tous les partis politiques, qui ont signalé les problèmes et leurs solutions possibles et réalisables; la population du pays en a aussi parlé. Les premiers ministres des trois provinces des Prairies, et je songe au premier ministre de ma province, à celui du Manitoba et à celui de l'Alberta, ont présenté au gouvernement fédéral des mémoires qui, même s'ils représentent diverses opinions, abordent les mêmes problèmes ou des problèmes semblables. Pourtant rien ne semble avoir été fait à l'égard des problèmes de ces provinces. Le gouvernement comprend trois ministres de l'Ouest du Canada, le ministre d'État de la Saskatchewan (M. Lang), le ministre de l'Agriculture de l'Alberta (M. Olson) et le ministre d'État du Manitoba (M. Richardson). Ils devraient savoir ce qui se passe. Ils ont toujours vécu dans l'Ouest du Canada. Ils devraient être sensibilisés et réagir aux sentiments manifestés par les gens de l'Ouest. Ils devraient se rendre compte d'après leur courrier de ce qui se passe dans leur circonscription.

En outre, le gouvernement doit connaître l'opinion du syndicat national des cultivateurs, des syndicats du blé, des fédérations agricoles et d'autres organismes agricoles ainsi que des simples citoyens. Mais on n'en tient pas compte. Le gouvernement n'accède pas aux désirs des Canadiens et son comportement est caractéristique. Nous devons régler nos problèmes agricoles très rapidement, car autrement le Canada sera dans une situation critique.

A mon avis, le premier ministre (M. Trudeau) et le gouvernement ne se soucient guère du sort du cultivateur de l'Ouest et des Prairies. Lorsque les cultivateurs de ma région me disent qu'ils sont de plus en plus furieux, je les comprends. Ce qui est arrivé en juillet dernier dans les Prairies n'est peut-être que le début de ce qui pourrait vraiment se produire faute de mesures immédiates. Je ne peux assez y insister. Je sais que de nombreux cultivateurs de l'Ouest, y compris ceux qui ont voté pour le député de Saskatoon-Humboldt, croient que le premier ministre ne s'intéresse guère à eux.

[M. Nystrom.]

**M. Woolliams:** Ils le savent.

**M. Nystrom:** Ils pensent qu'il les a oubliés. Personnellement, je crois que le premier ministre ne se soucie pas d'eux; je pense qu'il les a oubliés; je trouve sa façon d'envisager leurs problèmes très dure. Il croit que les agriculteurs peuvent être sacrifiés. Examinons les faits. Pendant la campagne électorale fédérale, au mois de juin 1968, le premier ministre a dit à Winnipeg: «Que les agriculteurs cultivent tout le blé qu'ils veulent; nous allons le vendre. Ne vous inquiétez pas.» En novembre de la même année, après avoir été victorieux aux élections, il déclarait: «Pourquoi devrais-je vendre votre blé?» Il est le premier ministre du pays. Le devoir et la fonction du premier ministre et du gouvernement est de faire au nom de tous ce que chacun de nous ne peut faire. C'est la tâche que le premier ministre n'a pas remplie pour les cultivateurs de l'Ouest.

En février de cette année, le premier ministre a prononcé un discours devant les étudiants de l'Université Carleton. A ceux qui lui demandaient pourquoi il n'aidait pas les agriculteurs de l'Ouest, il a répondu: «Lors de mon voyage l'été dernier, un groupe m'a demandé de donner \$200 millions comptant à l'Ouest du Canada. Je ne pense pas qu'ils en aient vraiment besoin car certains d'entre eux sont venus me voir sur des tracteurs de \$12,000 et leurs fermes valent probablement \$100,000 ou \$200,000. Je ne crois pas que la majorité d'entre eux soient très pauvres». C'est une attitude délibérément cruelle et détachée. Tous les députés devraient la condamner, surtout ceux de l'Ouest.

Je ne dis pas cela comme si c'était un engagement idéologique, mais il n'y a rien d'étonnant que le premier ministre de la Saskatchewan et beaucoup de libéraux provinciaux soient embarrassés par le gouvernement fédéral. Il y a un député à la Chambre qui le sait: le ministre d'État de Saskatoon-Humboldt (M. Lang). Je ne blâme pas les libéraux de la Saskatchewan, car l'action et l'inaction d'Ottawa font désespérer les libéraux provinciaux de remporter les prochaines élections.

J'aimerais traiter d'un ou deux sujets avant l'expiration de mon temps. Si nous nous reportons à la campagne électorale, il est très ironique de se rappeler que le premier ministre avait une idée fixe qui passait avant toute autre: l'unité nationale, non seulement par le bilinguisme, mais aussi par l'aplanissement des inégalités économiques qui existaient alors. C'est un véritable désappointement, car ni ce pays ni aucun autre n'arrivera à l'unité nationale par la seule égalité des langues. Il est nécessaire de préserver l'unité nationale.

Je suis un fervent partisan du bilinguisme et du biculturalisme. J'apprends actuellement